



cet ennemi dans un drage et de pêcher une monarchie en eau trouble), de moins les expressions les plus injurieuses n'étaient pas épargnées au président de la république. Aujourd'hui tout s'est modifié; M. Thiers a déclaré ne pas vouloir se faire complice d'une campagne contre l'Assemblée; il a aussi quelques paroles aimables pour les gens de la droite dans ses couloirs; on ne jure plus que par M. Thiers, il a toutes les vertus, et le parti conservateur a autant de hérautiques pour lui qu'il avait récemment d'imprécations et de menaces. On annonce sérieusement que M. Thiers va déloger de la gauche et ouvrir toutes les voies de la république au vent de la monarchie.

Peut-être ne serait-il pas difficile de comprendre ce qui occasionne chez M. Thiers ce changement d'allures, qui se justifie naturellement par ce sentiment conciliant de bon goût qui consiste à se montrer courtois vis-à-vis de l'ennemi qu'on a rudement mis hors de combat, de même qu'on envoie chercher après un duel des nouvelles de l'adversaire qu'on a blessé; mais il y a autre chose. M. Thiers, cela est connu, veut faire son emprunt en l'absence de l'Assemblée, les séances publiques étant toujours une source de perturbation et d'ébranlement du crédit d'Angleterre, notamment, on écrit que ces discussions violentes sont nuisibles au crédit de la république; or, la majorité tenait essentiellement à ne se priver qu'à l'emprunt. Peut-être y a-t-il dans les séductions habiles de M. Thiers un gracieux congé donné à l'Assemblée. Cette tactique serait couronnée de succès si, comme on l'annonce ce soir, le centre droit déposait une demande de prorogation pour le 23. Une autre demande devait être présentée par l'intéressé M. Moreau, député, syndic des agents de change, pour le date du 27, mais le bruit court que M. Moreau ferait quelque difficulté de s'y prêter.

En admettant que, par impossible, M. Thiers s'éloigne de la gauche, qu'il la toujours soutenu et est obligé encore de le soutenir, en supposant qu'il se livre près et poings liés à ceux qui n'ont cessé de conspirer contre lui, qui ne renouent à la lutte que parce qu'ils se sentent vaincus, qui ne se rattachent en désespérés au président de la république que parce qu'ils sentent que lui seul peut leur donner le salut, si ce n'est la réélection est impossible; même dans ce cas, il ne serait pas plus possible à M. Thiers de rendre de la vitalité à la droite que celle-ci n'a réussi à luer l'homme qui représente la république. On oublie que le pays est là, qu'il ne peut rester dans le provisoire, qu'il tend à se fixer sur la question de république et de monarchie (et je n'ai pas besoin d'indiquer dans quel sens la presque unanimité de ses votes dans les scrutins successifs depuis les élections générales témoigne qu'il veut qu'on se décide). La majorité donc se trouve accrue à ce dilemme : ou bien fixer les destinées du pays, c'est-à-dire constituer cette république qu'elle n'a cessé de combattre par tous les moyens et dont il n'y a pas encore cinq jours elle a l'existence et décliné l'autorité avec fureur; ou bien céder la place à une assemblée qui fera ce qu'elle aura envie, il faut l'espérer, la pudeur de se refuser à faire.

Une apostrophe ou une abdication, voilà la double nécessité entre laquelle se trouve ce qui est ou ce qui fut la majorité, et il ne dépend pas de M. Thiers de en égarer les pénibles alternatives. Dans ces circonstances, il importe donc très-peu que M. Thiers soit bien ou mal avec la droite; qu'il lui fasse des amabilités ou lui dise de dures vérités, elle n'en demeure pas moins obligée de choisir entre deux genres de suicides, le suicide moral ou le suicide matériel.

La majorité doit avoir d'autant plus de peine à se priver avant l'emprunt que les explications promises par M. Thiers ne pouvaient précéder cette dernière opération et que la droite tient à retourner dans ses foyers, équivaut à un manifeste conservateur, et qu'elle aurait fait au besoin afficher dans toutes les localités électorales comme gage de réconciliation avec le président de la république!

Les listes définitives de candidatures au conseil d'Etat, excitent beaucoup de récriminations à droite comme à gauche. Ce soir M. Laurence dans l'Union attaque avec une grande violence le parti monarchique pour avoir éliminé de la liste définitive M. Barberey, le candidat personnel du comte de Chambord, et d'autre part, le parti républicain proteste contre les noms de MM. Silv et Dien, l'un ancien fonctionnaire de l'empire, qui ne s'est guère montré républicain à Tours, où il était, sous la dégradation, à la tête du service de l'instruction publique, l'autre un ex-odéon, refusé de s'instruire des détails de la magistrature.

On dit que la commission dite du 4 septembre, très-mal disposée, comme on sait, veut faire adopter le principe de la responsabilité pénalement pour les auteurs des marchés indécents ou irrégulièrement conclus. On cite quelques-uns des noms de députés compromis. Devant des dispositions aussi malveillantes je m'abstiens de les citer.

Je m'empresse de vous annoncer que l'état de M. Casimir Périer est plus satisfaisant, et que les inquiétudes de sa famille et de ses amis se sont dissipées.

M. Thiers, au nom du gouvernement de la république, a télégraphié au roi Amédée pour le féliciter d'avoir échappé à l'attentat dirigé contre lui et contre la Reine. On annonce qu'en Espagne le général Cialdini forme une légion étrangère à l'instar de celle qui existait en France, mais beaucoup plus nombreuse et dans laquelle il entrerait beaucoup d'Italiens.

Le ministère de l'intérieur vient d'envoyer à tous les préfets une circulaire pour leur annoncer l'emprunt, en faire ressortir le but, et leur demander qu'elles sont, dans leurs départements respectifs, les plus ou moins de chances que peut avoir l'opération.

Des circulaires sont également lancées par le ministère des finances pour bien déterminer le mode de perception et favoriser les chances de rendement des nouveaux impôts. On croit que l'impôt sur les créances hypothécaires sera d'une réalisation assez difficile.

Le banquet offert par des notabilités du comte parisien au centre gauche, d'abord fixé au 1<sup>er</sup> juillet, puis au 27, est remis maintenant après l'emprunt; tout est suspendu jusqu'à ce que cette grande opération soit complètement terminée.

Dimanches commandés arrivent d'Angleterre et d'Amérique à toutes les fonderies de fer de la Loire, cela ne s'était pas vu depuis le commencement de 1870. Aujourd'hui simultanément on envoie dans divers bureaux du journaux du pan nouveau de la récente récolte; elle sera magnifique tant en blé qu'en vin.

C'est pour le coup qu'on peut dire que la république est fondée. Ce n'est pourtant pas l'avis de tous les fonctionnaires du gouvernement actuel; on signale en fait tout un conseil français à Carlsbourg (Suez) aurait refusé de donner, au capitaine d'un bâtiment marchand d'Isigny (Calvados) son visa, en disant qu'il était, non pas consul de la république française, mais de l'empire français. Espérons que la nouvelle sera démentie.

Les journaux monarchiques, qui ne savent qu'imaginer pour troubler la sécurité publique, parlent de relations entre les réfugiés de Genève et les commandants du Midi, et de chances d'insurrection de ce côté. Nier qu'il y ait de profondes irritations dans un parti dont on a fusillé 10,000 ou 15,000 soldats après la victoire, sans compter ce qui a péri dans la lutte; dont on a saisi, jugé et déporté, dans une grande proportion, 300 mille autres, ce serait, à coup sûr, altérer soigneusement la vérité, mais vouloir que ce parti désarmé ait la moindre chance de troubler le repos du pays, qui a soit de calme et qui s'attache à l'homme illustre auquel il a confié ses destinées avec cette exaltation particulière au caractère français, c'est purement et simplement ou de la mauvaise foi ou de la folie.

Le conseil d'arrondissement de Bordeaux vient d'émettre un avis en faveur de l'instruction gratuite, obligatoire et laïque.

Le travail des baraquements se poursuit dans les départements sur lesquels doit se replier l'occupa-

tion étrangère. Les autorités allemandes tiennent à déterminer elles-mêmes l'emplacement et les dimensions des baraquements; les officiers mariés, seuls seront logés chez les habitants. Il ne paraît pas spécialement que l'évacuation de la Marne et de la Haute-Marne, quoi qu'on en dise, puisse avoir lieu avant le mois d'octobre.

Cette semaine ont commencé les tournées des inspecteurs généraux de l'armée qui, en raison de leur organisation militaire, ont une importance toute particulière.

La Corse elle-même tend à se républicaniser; une publication périodique nouvelle l'Union républicaine, se fonde à Ajaccio.

Le ministère de l'instruction publique vient de faire souscrire pour ses bibliothèques au Dictionnaire musical de MM. Eschneider.

(Correspond. particulière de l'Indépendance.)

Versailles, 20 juillet.

M. Raoul Duval monte à la tribune dès que le président est au fauteuil et quand à peine une centaine de députés sont dans la salle; c'est pour déposer un petit travail qu'il a fait à bonne intention, pour être utile à l'Assemblée. C'est un relevé de la quotité utile à l'Assemblée. M. Raoul Duval, on s'est trompé sur le rendement de cet impôt. Il rendra beaucoup plus qu'on ne croyait. M. Raoul Duval fournit des chiffres. A son compte, on pourrait espérer de l'impôt 73 millions. Ce renseignement, ajoute M. Raoul Duval, ne sera pas inutile à l'Assemblée en ce moment.

Il s'agit, vous le comprenez, d'une nouvelle tentative pour esquiver l'impôt des matières premières. MM. Wilson, Collin, de Goulard et Ancel déposent successivement des projets de lois. M. Ancel dépose le budget de la marine pour 1873.

M. Duclercq monte ensuite à la tribune. C'est pour lire un rapport supplémentaire de la commission dans l'affaire Souberbielle, concluant à peu près ainsi : « M. le ministre a dit à la tribune qu'il ne prenait parti ni pour ni contre; c'est M. le ministre qui a déposé le projet. S'il n'y tient pas, moi, moi, la commission ne peut pas le soutenir. La commission ne soutiendra pas qu'autant que M. le ministre le soutiendra aussi. »

Silence au banc des ministres. M. Duclercq rappelle une pièce lue avant-hier par M. René Brice et jusqu'alors inconnue de la commission. M. René Brice vient déclarer que, sur son âme et conscience, on ne doit rien à M. Souberbielle. M. Duclercq répète que, sur son âme et conscience, on lui doit les 212 mille francs.

Toujours silence au banc des ministres. Et ça finit... Dame, ça finit, parce que l'Assemblée, sur l'appel du président, décide que la discussion est close! Du diable si j'y ai rien compris!

La discussion sur les matières premières se rouvre par un discours de M. Féry. Il parle contre l'impôt, bien entendu; mais le bruit empêche de suivre ses arguments, et bientôt de formidables cris : « La clôture! la clôture! » obligent à descendre de la tribune. Pas avant qu'il n'ait répété cependant : « Prenez garde, messieurs, à tout ce qui touche à notre exportation; c'est par l'exportation seulement des produits agricoles et des produits manufacturés que le pays peut relever sa fortune, faire revenir à lui une partie de l'argent qui en sort pour aller à l'étranger. »

Après le discours de M. Féry, la clôture de la discussion générale est prononcée. Cela coupe court, comme vous voyez, au discours annoncé de M. Rouher.

Puis, scrutin pour savoir si on passera à la discussion des articles. C'est-à-dire pour ou contre l'impôt? Nous allons voir!

Scrutin : Nombre des votants... 534  
Pour passer à la discussion des articles... 346  
Contre... 248

Et voilà le principe voté. Allons-nous maintenant entrer dans la discussion des tarifs?

Mais oui! Au milieu du bruit les tarifs défilent et, après un échange d'observations de M. Floquet, Laurent, et Teisserenc de Bort, les droits proposés par la commission sur les pelletteries sont votés.

Cela personne ne sait au fond de quoi il s'agit. Cela indigné M. Rouher, il veut expliquer à l'Assemblée ce que c'est que la magistrature. M. Rouher, vous savez, est ce député d'excellentes intentions d'ailleurs, dont le nez et le menton se heurtent, à chaque syllabe, deux corps contondants rembourrés d'outre. Cela manque de sonorité. Il fait une chute terrible. L'Assemblée... abomination de la désolation... refuse de s'instruire des détails de la magistrature.

Sur l'article des poils de lièvre et de lapin, voici venir M. Clapier... A sa vue, onomatopée douloureuse que je ne saurais traduire.

« Messieurs, je suis bien désintéressé dans la question... »

On rit; M. Clapier se fâche. M. Combarie établit une distinction entre poils de lapins et poils de lapins. M. Clapier, de plus en plus en colère, soutient que les poils sont généralement sur les peaux; puis M. Clapier s'écrit sur les peaux de lapins, plus l'Assemblée rit; plus l'Assemblée rit, et plus M. Clapier se met en colère. Le résultat est un vote conforme au projet de la commission.

L'Assemblée vote ensuite sans discussion les articles concernant les cuirs et les grasseurs. M. Paul Morin a proposé un amendement sur la paraffine. Il veut que la paraffine brute paie moins, et la paraffine raffinée plus; M. Laurent veut bien consentir, au nom de la commission, à une différence; mais pas telle que la demande M. Paul Morin. Le président de la république les met d'accord en proposant 20 francs sur les paraffines brutes et 50 francs sur les paraffines raffinées. Vote conforme.

Vient ensuite sans observations les cuirs, beurre, fromages, miel, poissons, homards, moules, grasseurs de poisson, le blanc de baleine, le corail, les éponges, les écailles, la nacre, les dents d'éléphants, la corne.

Intervention de M. Collin en faveur de la corne. Il veut l'impôt des matières premières en général et s'écrit : la gauche a voté l'impôt des matières premières en nous disant : « Ne craignez rien, nous défendons tout cela quand nous serons au pouvoir » (Rires de toutes parts.)

M. Tirard intervient et ne veut pas qu'on mette des impôts aujourd'hui pour les ôter demain, parce que cela trouble l'industrie.

Après une réplique de M. Corder, l'impôt sur les cornes est voté.

Maintenant les céréales, les légumes secs, les fruits secs et secs, les fruits à distiller. Les droits sont votés conformément au projet de la commission.

Sur les grains oléagineux, qui suivent il y a un amendement de M. Clapier...

Cette fois on l'écoute avec attention. Il s'agit d'une recette présumée de 10 millions. Selon M. Clapier, le résultat du tarif sera de faire mourir à Gènes les grains oléagineux et d'importer l'huile au lieu des grains. Car, d'après le traité avec l'Italie, l'introduction de l'huile ne coûte que 6 p. c., tandis que celle des grains oléagineux coûterait 14 p. c. En conséquence, voilà toutes les huileries de Marseille ruinées, et par suite les savonneries.

Vers cinq heures et demie, M. Clapier descend de la tribune et M. Laurent y monte.

Pendant cet intervalle, le président, qui voit les bancs s'éclaircir, juge à propos de fixer l'ordre du jour de lundi.

Lundi le scrutin pour la nomination du conseil d'Etat ouvrira à 4 heures 1/2 et se fermera à 2 heures 1/2 précises.

Si le résultat n'est pas complet et nécessite des ballottages (c'est probable) on recommencera mardi dans les mêmes conditions.

M. Laurent répond qu'il a été frappé lui-même des arguments fournis par M. Clapier, puisqu'il les avait fait valoir devant l'Assemblée. Mais par suite d'un avantage fait aux grains oléagineux français, la commission croit avoir oublié aux précédents inconvénients. « La commission, ajoute M. Laurent,

déjà d'avis que le système était mauvais; mais du moment où un vote de l'Assemblée l'a consacré, il faut en admettre les conséquences. »

La discussion sur ce chapitre est renvoyée à lundi, après le scrutin pour la nomination du conseil d'Etat.

Tout à coup, au moment où l'on allait s'échapper de la fournaise, M. Martel paraît à la tribune: Voilà la proposition de prorogation, se dit-on de toutes parts.

En effet, M. Martel propose à l'Assemblée de se proroguer du 4 août au 15 novembre après avoir nommé une commission de permanence et prolongé les pouvoirs du bureau.

M. de Belcastel la-dessus bondit à la tribune. Quoi qu'on décide, il veut, avant la prorogation, interpellé le gouvernement sur la situation intérieure. Il attendra l'émission de l'emprunt, mais c'est tout ce qu'il peut attendre. Cela fait, il laissera à ceux qui voient l'urgence, la responsabilité de leur vote!

M. Baragnon lui succède; il comprend, quant à lui, l'urgence; il votera même la prorogation, mais pas jusqu'au 15 novembre. Il espère bien, d'ailleurs, que la commission à nommer pour examiner la proposition de M. Martel n'accordera pas parole d'honneur. Il faut qu'on ait le temps de discuter sérieusement le budget de 1873. M. Baragnon aussi croit que le gouvernement avant la séparation devra avoir avec l'Assemblée une franche et loyale explication. Après laquelle M. Baragnon et ses amis croient pouvoir se séparer avec sérénité.

Il descend de la tribune et M. Thiers l'interrompt; après quelques mots échangés, il le remonte : « M. le président de la république me demande ce que j'entends par « avec sérénité. »

Je n'ai certainement jamais voulu dire que nous pensions avoir des inquiétudes quant à la sécurité matérielle, j'ai voulu parler de la sécurité morale! Et la séance est levée.

Paris, 17/2. — Au retour, les députés de la droite, libre-échangistes, plaignant ceux de la gauche en répétant que maintenant M. Thiers va faire une volte-face vers la droite. — La discussion économique recommence.

Quant à l'emprunt, on dit qu'il sera émis avant la prorogation. Mais je ne puis le croire encore, à moins que M. Thiers ne soit bien sûr de dompter toutes les mutineries de la droite.

M. Casimir Périer va mieux.

Les listes du conseil d'Etat sont toujours discutées à l'heure qu'il est, et il s'y produira encore des changements. Voici la dernière liste de la gauche : MM. Auco, Dumartroy, Groualle, Hérol, Cabannes, Versigny, Pascalis, O. Barrot, Collignon, Labiche, F. de Lasteyrie, de Loigny, H. Didier, Saglio, Audigane, A. Bourgeois, Thourer, Goussard, Tranchant, Cochet, Valentin, Silv.

La commission du budget a entendu aujourd'hui la lecture du rapport sur le projet du gouvernement, tendant à exorcer les bouilliers de cru. Le rapport conclut à l'adoption de la proposition du gouvernement. Il a été provisoirement adopté par dix voix contre une.

La commission de la loi électorale a tenu aujourd'hui une séance. On n'a pas encore pu s'entendre sur le choix du rapporteur. Il est probable que M. Bardoux sera nommé.

(Correspondance financière de l'Indépendance.)

Paris, 20 juillet.

On croit que demain seront publiées les conditions officielles de l'emprunt. On considère aujourd'hui comme acquis que la souscription sera ouverte les 28 et 29 du mois courant. Le gouvernement tient à ce que l'un des deux jours choisis tombe un dimanche, pour faciliter les souscriptions des ouvriers et celles des campagnes. Le prix d'émission paraît définitivement fixé à fr. 84.25.

Le premier versement de garantie serait de fr. 44.25, dit-on, par chaque 5 fr. de rente; pour le reste les souscripteurs se libéreraient en vingt termes mensuels de fr. 3.50. Les notifications d'escompte financier ressortiront le jour de l'emprunt à fr. 80.85. Il paraît certain que M. Thiers a vivement insisté pour obtenir un prix d'émission un peu plus élevé, le cours de fr. 85 par exemple.

C'est qu'il y a beaucoup de peine qu'on l'a amené à consentir au sacrifice de 75 centimes sur ce cours rond qui lui avait paru jusqu'à présent la limite extrême des concessions à faire aux exigences du marché et des prêteurs. Le total de l'emprunt, ainsi que la Chambre l'a décidé, sera livrée à la souscription publique. Après examen sérieux il a été résolu que le privilège d'irréductibilité ne serait accordé à aucune catégorie de souscripteurs. Je vous disais, il y a huit jours, que l'on pensait à favoriser les souscriptions qui seraient accompagnées du versement intégral du capital; c'était un moyen, ainsi que l'a fait remarquer M. Germain à la Chambre, de se procurer peut-être beaucoup d'argent tout de suite; mais, à la réflexion, on s'est aperçu que la combinaison pouvait avoir de sérieux inconvénients au point de vue monétaire d'abord, et qu'en suite elle ne manquerait pas de devenir, pour les grandes associations de capitaux, un moyen assuré de se rendre maître de l'opération. Ni privilège ni exception pour personne, voilà qui est aujourd'hui entendu.

La question de savoir s'il serait permis de souscrire sur dépôt du titre en garantie a été résolue négativement. Le Trésor, à bon droit, veut éviter tout ce qui ressemble à un encouragement donné à la circulation. Comme premier versement de garantie, à défaut de numéraire ou de billets de Banque, il acceptera seulement les bons du Trésor. Les agents de change, sous la surveillance et la responsabilité de la chambre syndicale, pourront sans doute faire servir à la souscription de leurs clients les fonds engagés en report à la bourse jusqu'à la fin du mois. C'est une facilité dont il a été fait usage dans tous les précédents emprunts; mais les agents devront effectuer leurs premiers versements par l'intermédiaire de la chambre syndicale, en mandats sur la Banque; le Trésor n'interdit pour rien dans les arrangements qu'ils peuvent prendre à leurs risques et périls avec leurs clients.

Jusqu'à présent, il n'est nullement question de conventions particulières avec les banquiers en dehors de ceux qui se rattachent à l'escompte du trois-milliards à réaliser et à payer à la Prusse. En présence d'un emprunt qui sera certainement plusieurs fois souscrit, que, dès aujourd'hui, on se dispute avec une prime de 1 fr. 75, on ne comprend pas, en effet, de quel utilité il serait pour le Trésor de payer aux banquiers une commission de garantie. Mais une fois la souscription close et convertie, se pose encore la question de savoir comment effectueront les versements et comment se classeront les titres. Il est impossible de perdre de vue l'opération de la somme à réaliser et le caractère exceptionnel de l'opération qu'il s'agit de mener à bien dans un délai relativement rapproché. C'est ici qu'il y aurait lieu peut-être de se préoccuper des services que pourrait rendre nos grandes associations financières et d'un sacrifice ne serait peut-être pas inutile pour les intéressés directement au succès final de l'emprunt, pour assurer la régularité de l'opération dans les différentes phases qu'elle doit traverser, pour mettre, en un mot, les intérêts de notre marché et de notre crédit à l'abri des éventualités et des oscillations qu'ils pourraient avoir à redouter. Mais, en ce qui concerne exclusivement les résultats de la souscription, ces résultats, je le répète, sont certains d'avance que le gouvernement doit se sentir libre de tout souci et de toute inquiétude.

La Bourse a eu peu de mouvement cette semaine, les déplacements de titres et les réalisations semblent arrêtées. Depuis plusieurs mois que la baisse a commencé, en fait et sous le prétexte de l'emprunt nouveau, chacun a eu le temps de se préparer; il s'est créé d'immenses ressources que ne grossissent plus guère celles qui dès aujourd'hui n'existent pas encore à l'état public. Le sentiment général c'est que nos fonds publics ont leurs cours plus bas. L'argent qui ne trouve pas à s'ém-

ployer dans l'emprunt, lorsqu'il voudra se replacer, ne pourra le faire qu'à des prix plus élevés que ceux d'aujourd'hui, après d'immenses réalisations. Dès le lendemain de la souscription, une partie des sommes versées en trop, par suite des réductions, sera rendue au marché. La liquidation de fin de mois se fera donc sans entraves. L'opinion générale est que l'emprunt marquera la première étape d'une vive campagne de hausse.

La situation de la Banque se ressent naturellement de l'approche de l'emprunt. Le portefeuille a augmenté cette semaine de 36 millions. Les comptes courants particuliers ont regagné 68 millions. L'encaisse est à 715 millions, c'est-à-dire à plus de 30 p. c. du chiffre de la circulation, qui s'est elle-même élargie de 30 millions et s'élève maintenant à 2,415 millions. Ce dernier chiffre est le plus élevé qu'il ait atteint depuis le commencement de l'année.

Le change sur Londres est à 25-40, la prime de l'or est de 1-50 à 1-75 par mille.

(Corresp. judiciaire de l'Indépendance belge.)

Lyon, 20 juillet.

Affaire du comité central de la rue Grolée. — Prévention de société secrète. — Vingt-quatre prévenus.

Cette poursuite n'est pas destinée, croyons-nous, à prendre à l'audience les proportions qu'on pourrait supposer : la prévention de société secrète pourrait bien se réduire à une simple contravention, celle d'association non autorisée. En tout cas, ces débats ne paraissent pas devoir causer la moindre agitation : Lyon est dans un moment d'acalmie; il est tout entier aux préoccupations de sa grande fête industrielle, l'Exposition.

Il s'agit moins dans ce procès de reprendre l'histoire du fameux comité central de la rue Grolée que de rechercher les agissements du comité de l'Alliance républicaine depuis l'époque où, averti par le préfet Valentin, il avait promis de se dissoudre.

Ce fut seulement lorsque tous les pouvoirs électifs furent constitués, alors que Lyon et le département du Rhône eurent nommé leurs députés, leurs conseillers d'arrondissement et municipaux, que M. Valentin exigea la dissolution du comité central qui n'avait plus légalement de raison d'être.

A la date du 21 avril, des élections municipales complémentaires ayant eu lieu, on vit reparaitre les agissements de l'Alliance républicaine.

On y lisait :

« Il est deux choses qui se désolent en dehors de toute discussion, deux choses de droit naturel et primordial auxquelles nul ne peut porter atteinte, que tous doivent défendre par tous les moyens :

« La République et l'autonomie des communes. »

« Ce sont là les bases indubitables, indiscutables de notre future constitution. L'Assemblée constituante n'a pas à les voter. Elles existent avant et au-dessus d'elle. Son rôle est seulement de voter les questions organiques. »

Enfin, dans son programme des élections communales, qu'on pourrait appeler le manifeste de l'Alliance républicaine imposait le mandat impératif, prescrivait aux élus de réclamer l'autonomie de la Commune dégagée de toute ingérence de l'administration centrale, la réorganisation de la garde nationale, une police municipale unique sous la direction du conseil, le remplacement de l'octroi par un impôt plus équitable, l'enseignement laïque et gratuit, et puis encore la mise en liberté des comités électifs et la dissolution de l'Assemblée nationale.

Ce fut alors que M. le préfet Pascal adressa à M. le procureur général la plainte suivante, à la date du 25 avril 1872, plainte qui a été l'origine du procès.

« Monsieur le procureur général,

« L'Association dite l'Alliance républicaine vient de nouveau de manifester son existence en adressant aux électeurs des 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> arrondissements de Lyon une proclamation à l'occasion des élections du 21 avril.

« Cette proclamation n'est pas signée, mais les affiches apposées ne laissent aucun doute sur la provenance puisqu'elles portent en grosses lettres le titre de la société dont elles émanent : « l'Alliance républicaine. »

« La séance dans laquelle cet appel aux électeurs a été discuté ne peut être assimilée à une simple réunion électorale soit privée, soit publique; il ne s'agit pas, en effet, d'une assemblée accidentelle de citoyens sans liens entre eux et réunis temporairement en vue des élections. Le Comité central de l'Alliance républicaine a une existence indépendante du fait accidentel des élections qui viennent d'avoir lieu. Il est formé de députés d'une Association permanente qui, divisée en nombre indéfini de séries s'étend sur tout le département et non point seulement sur une circonscription électorale déterminée.

« A la suite d'un avertissement de mon prédécesseur (M. Valentin), on avait annoncé publiquement sa dissolution. Elle vient de prouver qu'elle est demeurée constituée et que le groupe central au sein duquel est élue sa commission exécutive n'a pas cessé d'exister et de se réunir. L'avertissement de mon prédécesseur étant resté sans résultat il y a tout lieu de penser qu'il en serait de même de toute autre mesure administrative.

« Permettez-moi d'attirer votre attention sur cette situation et de vous prier d'examiner s'il n'y aurait pas lieu, pour obtenir la dissolution effective de la société, de commencer une instruction judiciaire comme préliminaire de poursuites à exercer contre quelques-uns de ses membres.

« Le préfet, PASCAL. »

La prévention établie que le comité central n'a pas réellement cessé de fonctionner; elle s'appuie notamment sur les statuts du comité de l'Alliance républicaine dont il suffit de rappeler les principales dispositions :

« Tout citoyen reconnu républicain convaincu peut faire partie d'une série.

« Ces séries, faisant à leur tour règlement intérieur, sont composées de 25 membres au moins. Chaque série envoie un délégué au groupe central.

« Le groupe central se compose des délégués de toutes les séries. Il nomme une commission exécutive renouvelable tous les trois mois.

« Les ressources de l'Alliance républicaine consistent en une cotisation hebdomadaire de 5 centimes à laquelle tous ses adhérents s'engagent et en dons volontaires sans conditions.

« Ces ressources sont destinées à la propagande de l'idée républicaine et au maintien et au triomphe de ses principes.

« La commission exécutive a plein pouvoir pour mener des relations avec tous les groupes se proposant le même but. »

Enfin, l'Avenir, qui n'est qu'un embranchement du comité central, avoue que son but est de procurer de l'argent à la démocratie, qu'elle emploiera en secours aux détenus et en œuvres de propagande.

Dans le programme de l'Avenir on lit cette déclaration : « L'Avenir n'a rien de secret, tout est au grand jour. »

Mais deux lignes plus bas :

« Le nom des associés n'est porté sur aucun livre. Il a un numéro; tous les dix associés, on nomme un chef de dizaine. Chacun continue son œuvre et fait le numéro dixième. »

Toutes les 10 centaines, les chefs nomment un chef de 1,000, toutes les 10,000 un chef de 10,000. Le comité central donne un ordre qui est transmis de l'un à l'autre.

An fait et à mesure qu'une dizaine se forme, le chef fait envoyer les renseignements au président de l'Avenir, au comité central, rue Grolée, 59.

A côté du comité central, il y a le comité rural dont l'existence n'est pas douteuse, mais dont la prévention ne semble pas avoir saisi le secret des agissements.

M. Ditté, le nouveau procureur de la république, portera la parole dans cette affaire et commencera

par en présenter un exposé général dont je viens de donner les éléments.

A l'origine, 62 individus étaient poursuivis. Par suite des ordonnances de non-lieu intervenues en faveur de 39 d'entre eux, les détenus, qui comparaitront lundi 22 devant la police correctionnelle, sont au nombre de 23. Ils ont été laissés libres avec ou sans caution.

Bouvard, le président de l'Alliance républicaine, est le fils d'un ancien médecin de Saint-Cloud. Nous remarquons à côté d'un grand nombre de canuts, plusieurs instituteurs, un médecin et un ancien juge de paix.

Les bureaux de la droite ont décidé aujourd'hui qu'ils appuieraient la candidature au Conseil d'Etat de M. le Trésorier de la République, des finances. On ignore encore le nom du candidat auquel sera substitué celui de M. le Trésor de la République.

On lit dans le Constitutionnel :

« Les adversaires du tabac l'accusent de produire un effet très-pernicieux sur le cerveau et de multiplier les cas d'aliénation mentale. »

« Voici une statistique prouvant que le nombre des aliénés augmente au fur et à mesure que l'usage du tabac se répand :

« De 1818 à 1830, l'impôt du tabac produisait 8 millions; — on comptait 8,000 aliénés.

« En 1838, l'impôt du tabac : 30 millions; — 10,000 aliénés.

« En 1842, l'impôt du tabac : 80 millions; — 15,000 aliénés.

« En 1852, l'impôt sur le tabac produisit 140 millions; — 22,000 aliénés.

« En 1862, l'impôt du tabac rapporta 180 millions; — 44,000 aliénés.

« Pour être exact cependant, il faudrait, parallèlement à cette statistique et en tenant compte aussi de l'accroissement de la population, des rapports que l'abus des boissons alcooliques, notamment de l'absinthe, peuvent avoir avec le nombre progressif de cas d'aliénation mentale. Il serait injuste de les attribuer à l'abus du tabac exclusivement. »

« Une grande chasse aux rats a eu lieu, le 19, dans les égouts de Paris, depuis cinq heures du matin jusqu'à midi.

On sait, dit l'Événement, que pour cette chasse l'administration municipale possédait une meute de cinquante terriers anglais, gardés et soignés par trois garçons de chenil, dans un bâtiment attenant aux grands entrepôts de la Ville, à Bercy.

l'hôpital, et y remplissent un sac de débris humains. Ils se promettent ensuite quelques vêtements qui furent également poussés dans le sac, et on macula le tout du sang, le plus possible. C'est en présence du sac et pendant la nuit, que fut écrite la première partie de l'article qui a paru dans les journaux. L'auteur y était présenté comme un crime non moins atroce que mystérieux, et le rédacteur du récit n'y oublia pas la mention de la moindre pièce contenue dans le sac. La chose fut confiée suite à un autre employé, s'appelait en femme, et se rendit, la nuit suivante, avec le complotant l'ardent, au pont de Waterloo, où il le laissa glisser, à l'aide d'une corde, le long de la rampe et dans un endroit où le sac chargé de sang ne pouvait manquer d'être vu le lendemain matin.

Comme l'avait pensé le journaliste, le sac fut aperçu aux premiers rayons du jour par des pêcheurs, et tout aussitôt la police s'occupa de l'affaire. Le jeu du marchand de nouvelles réussit en effet, son attente et il en exploitait fructueusement les conséquences pendant plusieurs semaines. Les journaux de Londres parlaient encore de l'affaire dans les termes les plus sérieux lorsque, depuis longtemps, la police, qui n'avait pas ses défaites, ne fit jamais part de ses soupçons officiellement, mais elle ne contribua pas peu cependant à faire enfin oublier « le drame mystérieux de Waterloo Bridge ».

— Encore un excentrique qui a péché par amour pour la prison. Il se nomme Thomas-Robert Milne, il a déjà atteint l'âge mûr et il se dit gentleman. Il est prévenu de voies de fait sur le constable James Drayton, qui raconte ainsi l'aventure dont Milne est le héros.

« J'étais de service à la porte de la station de police de Bow Street quand le prévenu s'est approché de moi ; il était un peu ému par la boisson. « Veuillez me mettre au violon, dit-il, je veux en faire l'expérience. — Allons, lui dis-je, passez tranquillement votre chemin. — Mettez-moi en prison. — Non. — Vous ne voulez pas, c'est bien décidé? — Non, je ne veux pas vous mettre en prison. — Nous allons bien voir », ajouta-t-il. En disant ces mots, il m'attrapa le bras et me fit passer par la porte de la prison. Je ne pus résister à son état, je lui ai dit de nouveau de passer son chemin, et il a répondu à mon honnêteté par un coup de parapluie. Là-dessus, je me suis rendu à son désir et j'ai mis au poste. On m'a interrogé, et il a dit qu'il m'avait frappé pour se faire mettre en prison, afin de constater l'intérieur d'une cellule, de savoir comment les choses s'y passent, parce qu'il a le dessein de communiquer ses observations à la Chambre des Communes.

« Y ACHANG. Eh bien ! M. Milne, qu'avez-vous à répondre à cela ?

MILNE. Rien, si ce n'est que l'agent ici présent, s'est conduit de la manière la plus honorable, et que sa déclaration est sincère et véridique. Je ne me plains donc pas de lui.

Je voulais, comme il vous l'a dit, faire une expérience, recueillir des renseignements pratiques, de vive et factu sur un sujet qui me préoccupe et qui intéresse la société tout entière. Vous allez me prendre pour un illuminé, pour un réformateur, mais je suis sûr, moi, que j'ai fait un acte de haute honnêteté, et que j'ai pu ainsi vous faire connaître les choses s'y passent, parce qu'il a le dessein de communiquer ses observations à la Chambre des Communes.

M. VAUGHAN. Eh bien ! M. Milne, qu'avez-vous à répondre à cela ?

MILNE. Rien, si ce n'est que l'agent ici présent, s'est conduit de la manière la plus honorable, et que sa déclaration est sincère et véridique. Je ne me plains donc pas de lui.

Je voulais, comme il vous l'a dit, faire une expérience, recueillir des renseignements pratiques, de vive et factu sur un sujet qui me préoccupe et qui intéresse la société tout entière. Vous allez me prendre pour un illuminé, pour un réformateur, mais je suis sûr, moi, que j'ai fait un acte de haute honnêteté, et que j'ai pu ainsi vous faire connaître les choses s'y passent, parce qu'il a le dessein de communiquer ses observations à la Chambre des Communes.

M. VAUGHAN. Eh bien ! M. Milne, qu'avez-vous à répondre à cela ?

MILNE. Rien, si ce n'est que l'agent ici présent, s'est conduit de la manière la plus honorable, et que sa déclaration est sincère et véridique. Je ne me plains donc pas de lui.

Je voulais, comme il vous l'a dit, faire une expérience, recueillir des renseignements pratiques, de vive et factu sur un sujet qui me préoccupe et qui intéresse la société tout entière. Vous allez me prendre pour un illuminé, pour un réformateur, mais je suis sûr, moi, que j'ai fait un acte de haute honnêteté, et que j'ai pu ainsi vous faire connaître les choses s'y passent, parce qu'il a le dessein de communiquer ses observations à la Chambre des Communes.

M. VAUGHAN. Eh bien ! M. Milne, qu'avez-vous à répondre à cela ?

MILNE. Rien, si ce n'est que l'agent ici présent, s'est conduit de la manière la plus honorable, et que sa déclaration est sincère et véridique. Je ne me plains donc pas de lui.

Je voulais, comme il vous l'a dit, faire une expérience, recueillir des renseignements pratiques, de vive et factu sur un sujet qui me préoccupe et qui intéresse la société tout entière. Vous allez me prendre pour un illuminé, pour un réformateur, mais je suis sûr, moi, que j'ai fait un acte de haute honnêteté, et que j'ai pu ainsi vous faire connaître les choses s'y passent, parce qu'il a le dessein de communiquer ses observations à la Chambre des Communes.

M. VAUGHAN. Eh bien ! M. Milne, qu'avez-vous à répondre à cela ?

MILNE. Rien, si ce n'est que l'agent ici présent, s'est conduit de la manière la plus honorable, et que sa déclaration est sincère et véridique. Je ne me plains donc pas de lui.

Je voulais, comme il vous l'a dit, faire une expérience, recueillir des renseignements pratiques, de vive et factu sur un sujet qui me préoccupe et qui intéresse la société tout entière. Vous allez me prendre pour un illuminé, pour un réformateur, mais je suis sûr, moi, que j'ai fait un acte de haute honnêteté, et que j'ai pu ainsi vous faire connaître les choses s'y passent, parce qu'il a le dessein de communiquer ses observations à la Chambre des Communes.

M. VAUGHAN. Eh bien ! M. Milne, qu'avez-vous à répondre à cela ?

MILNE. Rien, si ce n'est que l'agent ici présent, s'est conduit de la manière la plus honorable, et que sa déclaration est sincère et véridique. Je ne me plains donc pas de lui.

Je voulais, comme il vous l'a dit, faire une expérience, recueillir des renseignements pratiques, de vive et factu sur un sujet qui me préoccupe et qui intéresse la société tout entière. Vous allez me prendre pour un illuminé, pour un réformateur, mais je suis sûr, moi, que j'ai fait un acte de haute honnêteté, et que j'ai pu ainsi vous faire connaître les choses s'y passent, parce qu'il a le dessein de communiquer ses observations à la Chambre des Communes.

M. VAUGHAN. Eh bien ! M. Milne, qu'avez-vous à répondre à cela ?

MILNE. Rien, si ce n'est que l'agent ici présent, s'est conduit de la manière la plus honorable, et que sa déclaration est sincère et véridique. Je ne me plains donc pas de lui.

Je voulais, comme il vous l'a dit, faire une expérience, recueillir des renseignements pratiques, de vive et factu sur un sujet qui me préoccupe et qui intéresse la société tout entière. Vous allez me prendre pour un illuminé, pour un réformateur, mais je suis sûr, moi, que j'ai fait un acte de haute honnêteté, et que j'ai pu ainsi vous faire connaître les choses s'y passent, parce qu'il a le dessein de communiquer ses observations à la Chambre des Communes.

M. VAUGHAN. Eh bien ! M. Milne, qu'avez-vous à répondre à cela ?

MILNE. Rien, si ce n'est que l'agent ici présent, s'est conduit de la manière la plus honorable, et que sa déclaration est sincère et véridique. Je ne me plains donc pas de lui.

Je voulais, comme il vous l'a dit, faire une expérience, recueillir des renseignements pratiques, de vive et factu sur un sujet qui me préoccupe et qui intéresse la société tout entière. Vous allez me prendre pour un illuminé, pour un réformateur, mais je suis sûr, moi, que j'ai fait un acte de haute honnêteté, et que j'ai pu ainsi vous faire connaître les choses s'y passent, parce qu'il a le dessein de communiquer ses observations à la Chambre des Communes.

M. VAUGHAN. Eh bien ! M. Milne, qu'avez-vous à répondre à cela ?

MILNE. Rien, si ce n'est que l'agent ici présent, s'est conduit de la manière la plus honorable, et que sa déclaration est sincère et véridique. Je ne me plains donc pas de lui.

Je voulais, comme il vous l'a dit, faire une expérience, recueillir des renseignements pratiques, de vive et factu sur un sujet qui me préoccupe et qui intéresse la société tout entière. Vous allez me prendre pour un illuminé, pour un réformateur, mais je suis sûr, moi, que j'ai fait un acte de haute honnêteté, et que j'ai pu ainsi vous faire connaître les choses s'y passent, parce qu'il a le dessein de communiquer ses observations à la Chambre des Communes.

M. VAUGHAN. Eh bien ! M. Milne, qu'avez-vous à répondre à cela ?

MILNE. Rien, si ce n'est que l'agent ici présent, s'est conduit de la manière la plus honorable, et que sa déclaration est sincère et véridique. Je ne me plains donc pas de lui.

Je voulais, comme il vous l'a dit, faire une expérience, recueillir des renseignements pratiques, de vive et factu sur un sujet qui me préoccupe et qui intéresse la société tout entière. Vous allez me prendre pour un illuminé, pour un réformateur, mais je suis sûr, moi, que j'ai fait un acte de haute honnêteté, et que j'ai pu ainsi vous faire connaître les choses s'y passent, parce qu'il a le dessein de communiquer ses observations à la Chambre des Communes.

M. VAUGHAN. Eh bien ! M. Milne, qu'avez-vous à répondre à cela ?

MILNE. Rien, si ce n'est que l'agent ici présent, s'est conduit de la manière la plus honorable, et que sa déclaration est sincère et véridique. Je ne me plains donc pas de lui.

Je voulais, comme il vous l'a dit, faire une expérience, recueillir des renseignements pratiques, de vive et factu sur un sujet qui me préoccupe et qui intéresse la société tout entière. Vous allez me prendre pour un illuminé, pour un réformateur, mais je suis sûr, moi, que j'ai fait un acte de haute honnêteté, et que j'ai pu ainsi vous faire connaître les choses s'y passent, parce qu'il a le dessein de communiquer ses observations à la Chambre des Communes.

M. VAUGHAN. Eh bien ! M. Milne, qu'avez-vous à répondre à cela ?

MILNE. Rien, si ce n'est que l'agent ici présent, s'est conduit de la manière la plus honorable, et que sa déclaration est sincère et véridique. Je ne me plains donc pas de lui.

Je voulais, comme il vous l'a dit, faire une expérience, recueillir des renseignements pratiques, de vive et factu sur un sujet qui me préoccupe et qui intéresse la société tout entière. Vous allez me prendre pour un illuminé, pour un réformateur, mais je suis sûr, moi, que j'ai fait un acte de haute honnêteté, et que j'ai pu ainsi vous faire connaître les choses s'y passent, parce qu'il a le dessein de communiquer ses observations à la Chambre des Communes.

M. VAUGHAN. Eh bien ! M. Milne, qu'avez-vous à répondre à cela ?

MILNE. Rien, si ce n'est que l'agent ici présent, s'est conduit de la manière la plus honorable, et que sa déclaration est sincère et véridique. Je ne me plains donc pas de lui.

Je voulais, comme il vous l'a dit, faire une expérience, recueillir des renseignements pratiques, de vive et factu sur un sujet qui me préoccupe et qui intéresse la société tout entière. Vous allez me prendre pour un illuminé, pour un réformateur, mais je suis sûr, moi, que j'ai fait un acte de haute honnêteté, et que j'ai pu ainsi vous faire connaître les choses s'y passent, parce qu'il a le dessein de communiquer ses observations à la Chambre des Communes.

M. VAUGHAN. Eh bien ! M. Milne, qu'avez-vous à répondre à cela ?

MILNE. Rien, si ce n'est que l'agent ici présent, s'est conduit de la manière la plus honorable, et que sa déclaration est sincère et véridique. Je ne me plains donc pas de lui.

Je voulais, comme il vous l'a dit, faire une expérience, recueillir des renseignements pratiques, de vive et factu sur un sujet qui me préoccupe et qui intéresse la société tout entière. Vous allez me prendre pour un illuminé, pour un réformateur, mais je suis sûr, moi, que j'ai fait un acte de haute honnêteté, et que j'ai pu ainsi vous faire connaître les choses s'y passent, parce qu'il a le dessein de communiquer ses observations à la Chambre des Communes.

Le *Naplo* a raison, et il dit vrai également en affirmant que beaucoup de membres du parti constitutionnel allemand suivent toujours une politique idéaliste, qu'ils sont à cheval sur les principes là où il faudrait s'occuper de la pratique des choses.

De plus, l'organe de la droite reproche à juste titre à la presse, d'ouvrir à tort et à travers ses colonnes aux cancanes politiques. Il finit par constater que la position du ministère autrichien est loin d'être délicate.

Absence complète de nouvelles officielles sur le complot déjoué à Prague. L'instruction se poursuit, mais, à en juger par l'impression générale, il semble que la police de Bohême ait mis la main sur des conspirateurs bien dangereux.

Ils n'avaient pas, dans tous les cas, la science des conspirations, car on a saisi dans leurs logis une liste de proscription en règle, le libellé d'une sentence de mort rendue contre le général de Koller, la formule du serment à prêter par les affiliés, ainsi que d'autres pièces témoignant de la naïve imprévoyance des conjurés, si l'on peut appeler ainsi les individus que la justice a envoyés réfléchir sous les verrous. Ces malheureux, au nombre de huit, sont pour la plupart des ouvriers ou des étudiants sans notoriété politique.

En Hongrie, on a eu l'heureuse idée, pour accélérer l'élaboration des projets de loi reconnus nécessaires, d'instituer une commission spéciale pour la rédaction de ces projets.

Les dernières élections de Hongrie ont eu lieu hier. M. Cseranovszky a fini par obtenir un mandat : il a été élu à Fülp-Szallas.

En Croatie, M. le baron de Rauch, placé à la tête d'un parti ultraconservateur, fait la guerre aux unionistes modérés, dont le chef est M. le baron de Prandau. M. de Rauch se flatte sans doute d'accroître par là son influence, fortement compromise : les faits lui prouvent que son erreur est grande.

L'archiduc Guillaume, dit le *Wiener Abendpost*, est arrivé le 10 à Tzarskô-Sélo, où il a fait immédiatement une visite au Czar et à la famille impériale. Après le dîner, qui a eu lieu au palais impérial, l'archiduc s'est rendu à Saint-Petersbourg, pour prendre le thé chez M<sup>me</sup> la grande-duchesse Hélène-Paulovna.

Vienne, 18 juillet.

Port peu de nouvelles méritant d'être mentionnées, mais d'autant plus de rumeurs. On commente des hypothèses. L'une des plus hardies consistait à attribuer au comte Andrassy l'intention de prendre ou de patronner, par déférence pour l'Allemagne, des mesures contre les Jésuites en Autriche-Hongrie.

Il suffit de connaître l'organisation politique de l'Autriche-Hongrie pour savoir qu'une démarche de ce genre eût été considérée, tant à Vienne qu'à Pesth, comme un empiètement sur les attributions des cabinets Aulspurg et de Lonyay. Le ministre des affaires étrangères n'avait pas à prendre à ce sujet une initiative quelconque, et il n'a, en réalité, ni par un acte ni même par l'expression d'un désir, soulevé une question qui n'est pas du ressort du ministère commun. Le comte Andrassy ne s'imagine jamais dans des affaires sur lesquelles il n'est point appelé à exercer de l'influence.

Une question des Jésuites n'existerait pour le département des affaires étrangères que si les Jésuites d'Autriche-Hongrie menaçaient réellement la tranquillité d'Etats voisins. Et dans ce cas encore, la législation existante suffirait pour les rendre inoffensifs.

Que si cette législation ne semblait pas sous ce rapport assez efficace aux membres du Reichsrath et au gouvernement ecclésiastique, leur serait-il loisible de la modifier, lors de la discussion sur le règlement des rapports entre l'Eglise et l'Etat ; ce serait le moment de préciser la situation des ordres religieux en général et de l'ordre des Jésuites en particulier.

On sait d'ailleurs que le Reichsrath, quoiqu'il commande à bon droit les doctrines des Jésuites, a donné jusqu'à présent peu de gait pour une loi d'exception dans le genre de celle qui a été promulguée en Allemagne contre les disciples d'Ignace de Loyola.

Autre hypothèse : on a prétendu que les conférences austro-allemandes proposées par M. de Bismarck relativement à l'Internationale auraient pas lieu, parce qu'un programme élaboré par le chancelier allemand aurait été rejeté par le comte Andrassy. Cela est faux, ledit programme n'existant pas. On n'attend, au contraire, pour envoyer des négociateurs à Berlin, qu'un avis de M. de Bismarck. Autre chose est de savoir à quel moment on se réunira, mais les conférences, dont le succès, en ce qui concerne la solution de la question sociale, est à coup sûr fort douteux.

Co que le *Tagblatt* raconte ces jours-ci au sujet d'un nouvel uniforme que le comte Andrassy songerait à donner à la diplomatie austro-hongroise est également imaginaire. Nos diplomates conservent leur vieil uniforme qui, au grand préjudice des lazzis du *Tagblatt*, n'a jamais préoccupé un instant le département des affaires étrangères.

Aujourd'hui encore on commente de côté et d'autre la résolution prise par le ministère ecclésiastique de ne pas répondre au mémoire des évêques. L'assertion que cette résolution a été déterminée par de hautes influences et démentie par une officieuse. Il est constant que M. de Stremayer avait rédigé un projet de réponse, mais que le conseil des ministres, après en avoir délibéré, s'est arrêté au parti de ne répondre que par des actes aux demandes de l'épiscopat.

Il se confirme qu'il sera créé une légation à Téhéran, mais non que M. le baron de Schlechta doive échanger son poste de consul général à Bucharest contre celui de ministre en Perse. M. de Schlechta restera où il est. Quant au chef de la nouvelle légation, on ne le nommera que plus tard. Son installation n'aura lieu qu'après que les délégations l'auront agréé par leur vote.

Je crois vous avoir annoncé que les dernières élections de Hongrie avaient eu lieu le 15. Je me trompais : le 16, 38 districts n'avaient point encore élu leurs mandataires. La campagne électorale ne sera terminée que vers la fin de juillet. Encore cela n'est-il pas bien sûr, car qui sait si des rixes n'en empêcheront pas les dernières élections de s'accomplir avec la régularité désirée. Quoiqu'il en soit, le royaume de Saint-Etienne peut se flatter d'avoir le monopole de périodes électorales d'une désespérante longueur.

Louis Kossuth reparait sur la scène. Dans une lettre aux électeurs de Nasarhely, qui l'ont élu député, il déclare, comme toujours, que mandat par la raison que le pacte austro-hongrois est, à ses yeux, entaché d'illégalité ; c'est la capitulation de la Hongrie. Mais il n'entend pas, lui, capituler, et, pour cette raison, il ne rentrera pas dans son pays.

L'affaire du complot de Prague continue à donner lieu à des perquisitions domiciliaires et à des arrestations ; en ce royaume la *Gazette de Prague*, elle serait bien plus grave qu'elle n'en a l'air.

L'ambassadeur d'Angleterre à Vienne, M. Buchanan, est parti pour Gastein.

NOUVELLES DE HONGRIE.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Vienne, 16 juillet.

Notre presse n'en finit pas avec ses dissensions sur la réponse à faire ou à ne pas faire au mémoire ecclésiastique. Admettant généralement aujourd'hui que M. de Stremayer ne répondra pas aux demandes des évêques, nos journaux en veulent à ce ministre de sa tacturnité. Une véhémence réputation aurait bien mieux fait leur affaire.

C'est ainsi que les moindres causes produisent, par ce temps de discorde politique, de grands effets, et que les partis mêmes du ministère Aulspurg jettent les hauts cris à propos de bagatelles. La Constitution serait sérieusement menacée qu'ils ne pourraient guère faire plus de tapage.

Un des résultats fâcheux de ce manque de confiance dans la situation a été la propagation de bruits de scissions entre les ministres. Le *Pesti Naplo* considère à ces rumeurs les réflexions que voici :

« Le cabinet Aulspurg a été accueilli avec beaucoup de sympathie ; il a remporté d'importants succès, son récent passage est de nature à inspirer la confiance, et pourtant il a circulé au sein du cabinet une rumeur alarmante, et cela au moment où les victoires du parti Deak ne peuvent que contribuer à raffermir considérablement la position du parti constitutionnel. »

Il faut en voir la cause dans le manque de discipline du parti constitutionnel et dans la susceptibilité impolitique de quelques-uns de ses membres. »

Parlement hongrois. C'est ce que jusqu'ici le parti national croate avait toujours refusé d'admettre. Par cette adhésion au pacte de 1867, les députés croates appartiennent au parti Deak de la Chambre hongroise, et un abîme les sépare du parti de l'opposition hongroise, qui désire abroger ce traité et séparer la Hongrie de l'Autriche.

Ce point principal obtint, le comte Lonyay a concédé de son côté la révision du traité que la Hongrie avait arrêté sans le concours du parti national, seulement par le vote de la majorité unioniste de la Diète croate dans l'année 1868. L'Adresse croate nous apprend qu'elle va nommer une députation régionale, qui se mettra en rapport avec une députation régionale hongroise pour se concerter au sujet de la révision du pacte spécial conclu entre la Hongrie et la Croatie en 1868. Nous trouvons en même temps dans l'Adresse croate l'énumération des conditions, que la Croatie veut nous imposer, comme prix d'une entente définitive avec la Hongrie. Heureusement pour la paix du pays, il n'y a rien dans les desirs croates, que la Hongrie ne puisse, de son côté, librement concéder.

Dans l'ensemble de leurs vœux, les croates tendent à une autonomie plus prononcée de leur pays ; ainsi ils veulent que le banus ou gouverneur soit responsable envers la Diète croate, et ils veulent l'indépendance complète de l'administration des finances croates. La Hongrie n'a aucun intérêt de se mêler des affaires intérieures de la Croatie ; au contraire, nous serions contents de ne pas devoir payer tous les ans quatre millions de nos propres deniers comme supplément aux ressources insuffisantes de la Croatie.

Quant aux autres desirs de la Croatie, en ce qui concerne l'incorporation des confins militaires à la Croatie, les changements à introduire dans la représentation de la Croatie au Parlement hongrois, ils sont concédés sans difficulté par la Hongrie.

L'Adresse mentionne aussi l'incorporation de la Dalmatie. Ce pays fait partie de la Cisalpinie ; c'est donc avec elle que les Croates devront s'entendre.

NOUVELLES D'ITALIE.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Rome, 16 juillet.

La lutte électorale, qui semblait devoir être assez vive, commence à se modérer. Après avoir annoncé qu'ils voulaient combattre en champ clos et la visière levée, pour livrer une bataille acharnée, les cléricaux reculent, et il a suffi de quelques enfants pour les mettre en déroute.

Depuis quelques jours, les élèves des écoles communales et congréganistes se donnent rendez-vous le soir sur la place Navone et engagent entre eux des rixes qui n'ont rien de sérieux. Voilà le prétexte invoqué par le parti des cléricaux pour battre en retraite : ils ont crié à la persécution ; ils prétendent que la multitude houleuse et menaçante, qu'ils n'ont pas la liberté d'aller aux urnes, que les garanties promises par l'Italie n'existent pas, etc.

Et qui tient un pareil langage ? C'est le Pape lui-même, s'adressant, il y a deux jours, à quelques anciens employés de son ministère des travaux publics, qui venaient déposer à ses pieds leurs doléances, leurs vœux et leurs sonnets.

Autrefois une allocution d'un pape était un événement, se produisant une ou deux fois par an, lorsqu'un consistoire était réuni, et les paroles papales retentissaient dans le monde entier. Aujourd'hui les consistoires sont extrêmement restreints ; on n'y fait plus de promotions de cardinaux ; on y proclame des centaines d'évêques, en vertu de ces garanties qu'on repousse avec dédain, et l'on n'y prononce plus de discours. Le Pape réserve ses torrents d'éloquence pour ceux qui viennent le distraire dans sa prétendue prison, et il s'est condamné à leur adresser un ou deux discours par jour, toujours empreints de mysticisme, bourrés de citations et émaillés d'expressions familières et triviales. Cet exercice, répété jusqu'à satiété, fournit beaucoup de copie aux feuilles cléricales, mais il n'a nullement formé le style de Pie IX, qui ne sera point donné pour modèle aux poètes de rhétorique. Ce pape n'est pas né poète, il n'est point devenu orateur.

On se rappelle que c'est le Pape lui-même qui a pris l'initiative de pousser les cléricaux dans le mouvement électoral. C'est lui qui a engagé les curés à participer aux élections municipales et à y entraîner leurs amis. Aujourd'hui il tient un autre langage ; ce sont les curés qui ont eux-mêmes fait le serment de ne pas voter : que chaient de vous faire ce qu'il pourra ; qu'il suive le conseil des gens autorisés, et, si l'on ne réussit pas, ce sera une preuve de plus de l'incapacité des garanties et de la liberté.

Quelle est la cause du changement qui s'est opéré en quelques jours dans l'attitude du Pape ? Aurait-il reconnu que son infallibilité lui a fait défaut ? Dans ce cas, il s'en serait aperçu un peu tard, car depuis qu'il n'est plus sujet à l'erreur il n'a fait que des bêtises. Aurait-il été éclairé sur la véritable disposition des esprits, et voudrait-il s'épargner par une reculade l'humiliation d'une défaite ? On serait tenté de le croire, car voici comment s'exprimait hier une feuille dévouée, après avoir parlé des enfantillages de la place Navone :

« Chacun verra si les faits que nous mentionnons » et ci-dessus, et qui sont confirmés par les graves paroles du Saint-Père, peuvent se concilier avec la liberté, qui est l'élément nécessaire de toute élection. Les catholiques de Rome sont prêts à aller aux urnes et à voter courageusement, selon l'impulsion de leur conscience ; mais si l'oppression et la violence doivent continuer, ils jureront si c'est la cause de s'abstenir, en protestant publiquement, avec leurs noms, en face de l'Europe. »

Ces paroles ont été interprétées diversement. Les uns croient que la confusion régnait dans le camp des cléricaux, qui reconnaissent avoir commis une faute en se lançant sur un terrain dangereux, qu'ils n'ont pas le courage de se montrer au grand jour, parce qu'ils sont habitués à manœuvrer dans l'ombre, et qu'enfin ne veulent point dévoiler leur faiblesse en se laissant comploter.

D'autres prétendent que c'est le cardinal Antonelli qui est parvenu à faire comprendre à son maître qu'il avait entrepris une campagne téméraire d'où l'infaillibilité papale pourrait sortir compromise.

C'est à ce propos qu'on a fait courir le bruit que M. de Mérode intrigait fortement auprès du Pape pour l'entraîner en Belgique, afin de le soustraire à l'influence de son éminent antagoniste.

On n'a point guère fait à la résolution attribuée à Pie IX de prendre la route de l'Exil. Ce Pape est peu sentimental, il est vieux et infirme, et il sait qu'il ne fait plus de martyrs. Toutefois, comme c'est votre pays qui est désigné pour lui servir de refuge, je crois devoir vous prévenir du danger dont vous êtes menacés, car vous ne doutez pas que la présence du Pape provoquerait en Belgique une grande agitation. On verrait certainement de nombreux pèlerins s'organiser en France et dans tous les pays catholiques, pour aller braver la pantoufle du vieillard, et moi, qui ai vu de près ces pèlerins, je puis dire : Dieu vous garde de cette plaie !

Revenant à l'interprétation donnée aux paroles que j'ai citées, il est des personnes qui, connaissant les ruses et les perfidies des Jésuites et de leurs adhérents, s'imaginent que la conduite des cléricaux pourrait bien être une feinte, ayant pour but d'endorment la vigilance de leurs adversaires, lesquels se croyant dans une victoire qui ne leur serait point disputée, négligeraient de s'entendre pour la formation d'une liste commune, on mettrait peut-être d'empressément à se rendre au scrutin. Alors, les cléricaux, recevant le mot d'ordre à la sacristie ou au confessionnal, pourraient se précipiter en masse et au dernier moment vers les urnes et emporter par surprise l'élection de quelques-uns des leurs.

C'est pour cette manœuvre que les libéraux de toute nuance des divers cercles ou sociétés, juridiques, commerciaux, scientifiques, littéraires, artistiques, administratifs, etc., ont été invités à choisir, soit dans leur sein, soit en dehors, une députation de quinze membres, afin que ces cinq délégués réunis forment un comité central qui serait chargé de dresser une liste unique de candidats aux fonctions municipales.

Le jour de ces élections, fixé primitivement au 28 juillet, a été remis au dimanche suivant, 4 août. Le nombre des électeurs, qui était l'année dernière de 7,705, a été porté cette année à 14,156 sur les listes arrêtées par le municipal. Depuis la publication de ces listes, environ 900 réclamations ont été présentées, 350 seulement ont été reçues de restauration du pouvoir temporel et le reste par des libéraux retardataires.

Je crois pouvoir vous assurer que les cléricaux seront, non-seulement défaits, mais écrasés. Toutes les nouvelles qui nous parviennent des villes ou des communes ayant déjà procédé aux élections municipales, annoncent qu'elles ont été favorables à l'opinion libérale. C'est un nouveau succès que l'Italie va faire en faveur de ses institutions et de son roi, qui a dit en entrant dans sa nouvelle capitale : « Nous voici à Rome et nous y demeurons. » Ce sera une nouvelle affirmation du vœu populaire, la triomphe du droit nouveau sur le droit ancien, du progrès sur la routine, de la raison sur le fanatisme.

Soyez fiers, citoyens Belges, les Romains suivront l'exemple que vous venez de leur donner. Mais songez que votre œuvre est encore incomplète.

Qui commence le mieux ne fait rien s'il n'achève.

Je ne puis terminer sans mentionner deux faits qui vont aider puissamment les cléricaux à crier à l'oppression pour couvrir leur retraite.

Samedi soir, pendant qu'un orchestre militaire de verrouillait la foule des dilettanti sur la place Navone, un bombe Orsini, égaré tout à coup, jeta l'épouvante parmi les promeneurs. Les agents de police vinrent aussitôt deux hommes qui s'enfuyaient et qui leur furent désignés comme les auteurs de ce méfait. Ils parvinrent à les rejoindre et à les arrêter. Ce sont deux marins de Civita-Vecchia. La bombe était mal chargée ; elle n'a atteint qu'un individu, légèrement blessé.

Le lendemain, à six heures du matin, quatre jeunes gens se présentèrent au bureau d'un journal, demandant à acheter des exemplaires. Il leur fut répondu que l'édition entière était encore à l'impression. Les jeunes gens se dirigèrent vers cet établissement et rencontrèrent, chemin faisant, l'ouvrier qui apportait les exemplaires sur une petite charrette à bras ; ils s'emparèrent du gros paquet, le chargèrent sur un fiacre et se firent conduire au pont Saint-Ange. Des agents de sûreté arrivèrent pendant qu'ils étaient les journaux dans le Tibre, et mirent fin à l'opération en arrêtant deux auteurs de ce séquestre improvisé. L'un est fils d'un honorable avocat très connu à Rome ; le second appartient à l'une des meilleures familles de Terni. Ils sont tous deux élèves de l'Université.

Il faut vous dire que le journal dont il s'agit est une feuille cléricale, appelée ici le *Père-Duchêne* des catholiques. C'est un journal plein de feu, ayant le privilège de beaucoup divertir le Pape, qui ne déteste point l'épigramme et raffole de quolibets et de calembours.

Ce dernier fait est une gaminerie qui sera châtiée par le tribunal correctionnel. L'autre est infiniment plus grave, et révélera peut-être quelque mystère. Il se serait passé donnant que l'instruction qui se poursuit parviendrait à démontrer que la bombe qui a fait explosion sort de la même fabrique que celles qui ont été lancées dans les couloirs ou escaliers des salles où des pasteurs évangéliques faisaient leurs conférences.

A. V.

On lit dans la *Nazione* de Florence les lignes suivantes, qui peuvent se passer de commentaires :

« Le commandant Persichetti, devant être traduit devant un conseil de guerre, a résigné, sur l'ordre du ministre, le commandement de la frégate cuirassée *Principe di Carignano*. A cette occasion il a prononcé l'allocution suivante, en présence de l'état-major et de tout l'équipage :

« Par ordre du ministre de la marine, je quitte le commandement de ce navire ; je suis parti pour l'avoir mal dirigé, en le laissant donner sur un écueil, près de l'île de Caprea. Je pourrais accuser ma mauvaise étoile comme le fait tous les pauvres d'esprit qui rejettent toutes leurs fautes sur le destin. Je dirai franchement, au contraire, que cette punition est juste, méritée ; qu'elle est de même bien légère en comparaison de mon erreur et des dommages plus graves que le bâtiment aurait pu subir. »

Le désir vivement que ce fait serve d'exemple à MM. les officiers, afin qu'ils soient toujours attentifs dans l'accomplissement de leurs devoirs, et qu'ils n'oublient pas que, dans notre métier, la plus petite erreur, la moindre négligence peuvent devenir une faute impardonnable. »

NOUVELLES D'ESPAGNE.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Madrid, 19 juillet.

Le télégraphe vous aura communiqué la nouvelle de l'odieuse et lâche tentative d'assassinat commise, la nuit dernière, contre le Roi Amédée et la reine Maria Victoria. J'avais écrit le jour du *Buen Retiro*, où j'étais vu par leurs Majestés se promener au milieu de la foule toute la soirée, quand, un peu avant minuit, rentrant chez moi par la rue del Arenal, je vis passer deux voitures de la cour : dans la première se trouvait le Roi, la Reine et le général Burgos ; dans la seconde se trouvait un lieutenant de vaisseau, aide-de-camp de S. M., et deux fonctionnaires civils du palais.

Comme à cette heure de la nuit, tout le monde est encore à la promenade ou dans les théâtres d'été, la rue del Arenal est à peu près déserte et les assassins pouvaient être à peu près sûrs de l'impunité.

Il faut vous dire que les voitures de la cour étaient découvertes. Elles m'avaient dépassé à peine d'une vingtaine de mètres quand j'ai été surpris par une formidable décharge de fusils tirée d'un trottoir de droite

Lundi, 22 juillet, à 8 heures du soir. — Concert d'harmonie par les musiques militaires réunies de la garnison, sous la direction de M. V. Bender. Bénéfice de la Crèche royale de Laeken. — Illumination.

Pendant les concerts l'aquarium sera éclairé au gaz et la cascade fonctionnera. — Entrée de l'aquarium : 50 c.

**WAUW-HALL**, au Parc (S.h.). — Tous les soirs, concert par l'orchestre complet du théâtre royal de Monnaie. — Entrée, 50 ct.; enfants, 25 ct.

Mardi, 23, à 7 h., 9 h. et 11 h. — L'Orchestre d'harmonie de la ville donnera un concert extraordinaire en bénéfice du Denier des écoles. — On entendra M. H. Mann, violoniste solo, qui exécutera une fantaisie *Faust*, de Viennetemps; le *Rossignol*, solo de paille, par M. Brillaux; le *Carnaval de Venise*, par son épouse, par M. Bonedetti; la grande fantaisie *La Muette*, par Dunkler; et une nouvelle valse M. Lagay. — L'orchestre exécutera ses plus morceaux. — Entrée : 1 fr.; enfants, 50 c.

**CHAMP DE FOIRE**. — Grands-Courtois. — Les jours, représentations populaires à grand succès.

**BRUGGS** pour Blankenberge, 7 h. 20, 10 h. 22 m., 3 h.  
35, 8 h. 46 s.

**STAFCE ROSSIGNOL** pour Bruges, 6 h. 38, 9 h. 45, 11 h. 41  
et 8 h. soir.

Imp. de P. KABERGHIS, rue des Boteux, 13